

Systemes alimentaires favorables à la nutrition au Sahel

Atelier conjoint entre DFID (Royaume-Uni) et le MEAE (France)

28-30 janvier 2019, Dakar, Sénégal

Rapport d'atelier

24 avril 2019



Table des matières

Sigles et abréviations	iii
Introduction	1
Objectifs de l'atelier	2
Participants et animateurs	2
Méthodologie.....	3
Actes de l'atelier.....	3
Session d'ouverture.....	3
Session 1 : Mise en contexte	3
Session 2 : causes et analyse de la réponse	6
Session 3 : Leçons apprises et bonnes pratiques	8
Session 4 : La coordination et la coopération multipartites	11
Session 5 : Suivi des progrès et des résultats	14
Session 6 : Mes actions pour les systèmes alimentaires favorables à la nutrition.....	16
Session 7 : Remarques finales	17
Post-script de MQSUN+	17
Références	19
Annexe 1 : Agenda de l'atelier	20
Annexe 2: Actions recommandées pour les participants	22

Sigles et abréviations

ACF	Action Contre la Faim
AFD	Agence Française de Développement
AMS	Assemblée mondiale de la santé
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CHANGE	Creating Homestead Agriculture for Nutrition and Gender Equity
CIN2	Deuxième conférence internationale pour la nutrition
CLM	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
CSA	Comité pour la sécurité alimentaire mondiale
CAD	Comité d'aide au développement
DFID	UK's Department for International Development
EC/DEVCO	Coopération et développement international de la Commission Européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENAB	Fédération Nationale d'Agriculture Biologique
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GLOPAN	Panel mondial sur l'Agriculture et les systèmes alimentaires pour la Nutrition
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
JICA	Agence Japonaise de coopération internationale
M&E	Suivi et évaluation
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
MQSUN+	Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition Plus
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif pour le développement durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
SADC	Communauté pour le développement de l'Afrique Australe
SAN	Sécurité alimentaire et nutrition
SNPC	Système de notification des pays créanciers
SUN	Mouvement de renforcement de la nutrition - Scaling Up Nutrition
UE	Union Européenne
UK	United Kingdom – Royaume Uni
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
WASH	Eau Assainissement Hygiène (Water, sanitation and hygiene)
WCAR	Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Introduction

Une nutrition adéquate est essentielle à la bonne santé de la population et au développement social et économique des communautés et des nations. Une personne sur trois est affectée par au moins une forme de malnutrition i.e. la dénutrition, les carences en micronutriments, le surpoids et/ou l'obésité (IFPRI, 2016). La malnutrition est associée à environ 45% des décès d'enfants de moins de cinq ans (Maternal and Child Nutrition Study Group, 2013). Selon les données de la littérature, la réduction de la malnutrition est une intervention particulièrement efficace pour sauver des vies et peut contribuer à augmenter le produit intérieur brut (PIB) par habitant de plus de 11 points. En revanche, ignorer les problèmes de malnutrition peut coûter entre 2% et 17% du PIB des pays africains (African Development Bank Group, Big Win Philanthropy, 2018). Par ailleurs, du fait de la transmission intergénérationnelle du retard de croissance, la malnutrition perpétue le cycle de pauvreté. Il est à noter que les enfants qui bénéficient d'une nutrition satisfaisante au cours de leurs premières années obtiennent de meilleurs résultats à l'école, gagnent 20% de plus sur le marché du travail et ont 33% moins de risques de vivre dans des ménages pauvres à l'âge adulte (DFID, 2008).

L'agenda 2030 pour le développement durable consacre un objectif à la nutrition, l'objectif de développement durable 2 (ODD 2): éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable (FAO & WHO, 2014; UN General Assembly, 2015). C'est pourquoi de nombreux bailleurs ont positionné stratégiquement la nutrition dans leurs politiques de développement international. En 2016, la France a élaboré une feuille de route pour la lutte contre la malnutrition, énoncée comme une priorité dans la Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale. De même, le Département du Développement International du Royaume Uni (DFID) a publié une déclaration de principe pour améliorer la nutrition d'au moins 50 millions de personnes vulnérables avant 2020 (DFID UK, 2017). L'approche du DFID vise entre autres à améliorer la prise en compte de la nutrition dans les investissements relatifs à l'agriculture, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la protection sociale et l'éducation.

Le surpoids et l'obésité ainsi que la sous-nutrition maternelle et infantile résultant d'une mauvaise alimentation comptent parmi les premiers facteurs de risque pour le fardeau mondial des maladies (GBD 2016 Causes of Death Collaborators, 2017). Selon le Groupe d'experts mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition (Global Panel), le risque de mortalité et de morbidité lié à une mauvaise alimentation est aujourd'hui plus élevé que les risques liés aux rapports sexuels dangereux, l'alcool, et à la consommation de drogues et du tabac, pris ensemble (Global Panel on Agriculture and Food Systems For Nutrition, 2016). En tant que principale pourvoyeuse d'aliments, l'agriculture a un rôle important à jouer dans la lutte contre la malnutrition car les régimes alimentaires de mauvaise qualité constituent l'une des deux causes immédiates de la malnutrition.

Quand bien même l'objectif de la sécurité alimentaire serait atteint au niveau mondial, tant que toute la population n'aura pas accès à des aliments aux prix abordables et à forte valeur nutritive, le problème de la mauvaise qualité des régimes alimentaires demeurera. Il faudrait donc s'assurer que les systèmes de production, transformation, distribution, diffusion, préparation et consommation des aliments, les acteurs et les éléments impliqués, ainsi que les effets de ces activités (incluant les impacts socio-économiques et environnementaux), collectivement appelés «systèmes alimentaires» soient organisés de façon à permettre des régimes alimentaires de qualité (High Level Panel of Experts, 2017). Pour améliorer la nutrition pour tous, et ce de manière durable, il faut repenser les actions politiques et les investissements afin de transformer les

systèmes alimentaires de façon à ce qu'ils ne se contentent plus uniquement d' « alimenter les populations » mais de « bien les nourrir » en fournissant des aliments de bonne qualité en quantité suffisante pour tous.

Cet atelier a été co-organisé par le Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le DFID avec l'appui du projet Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition Plus (MQSUN+). Il a permis d'examiner la situation nutritionnelle au Sahel et ses coûts humains et économiques. L'atelier a aussi permis de discuter des connaissances actuelles sur la nutrition et les systèmes alimentaires, des opportunités pour renforcer la contribution des systèmes alimentaires à l'amélioration de la nutrition, ainsi que des actions concrètes que les participants pourraient entreprendre pour mieux appuyer l'intégration de la nutrition au sein de leurs activités quotidiennes liées à l'agriculture et aux systèmes alimentaires.

Objectifs de l'atelier

Le présent atelier visait à renforcer les capacités des conseillers de développement et humanitaires de DFID, de l'Agence Française de Développement (AFD) et du MEAE exerçant dans la région du Sahel pour une prise en compte renforcée de la nutrition dans les systèmes agricoles et alimentaires. Ceci devrait renforcer la contribution de la France et du Royaume-Uni aux efforts globaux pour l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030, avec un focus sur la région du grand Sahelⁱ et sur l'approche agriculture et systèmes alimentaires sensibles à la nutrition.

Les objectifs de l'atelier étaient :

- Approfondir les connaissances des professionnels ciblés concernant les systèmes alimentaires favorables à la nutrition, particulièrement en ce qui concerne les défis nutritionnels et les approches contextuelles permettant de relever ces défis ;
- Explorer des approches pratiques pour améliorer la nutrition à travers les systèmes alimentaires ;
- Promouvoir un dialogue renforcé entre les bailleurs et les différents acteurs opérant dans les pays concernés – y compris les gouvernements ;
- Identifier des actions concrètes pour renforcer la nutrition à travers les systèmes alimentaires ;
- Informer les discussions et les négociations en cours sur les systèmes alimentaires et la nutrition.

Participants et animateurs

Plus de 40 participants ont pris part à l'atelier. Les participants étaient principalement des conseillers de développement / humanitaires de la France, de la Grande Bretagne, de l'Union Européenne (UE), de la coopération canadienne, de l'agence Japonaise de coopération internationale (JICA), et de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Des experts

ⁱ La région du Grand Sahel couvre le Burkina Faso, le Sénégal, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Gambie, la Mauritanie, le Tchad, la République centrafricaine, le Cameroun, l'Algérie, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Erythrée, et l'Éthiopie.

d'organisations partenaires comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), Action Contre la Faim (ACF), l'Institut Français de recherche pour le développement (IRD), le Global Panel, et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont animé des sessions thématiques. Des représentants de la société civile sénégalaise (Réseau de la société civile du mouvement SUN et la Fédération nationale de l'Agriculture biologique, FENAB) ainsi que des personnes ressources de la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) ont aussi partagé leur expérience avec les participants.

Méthodologie

Les sessions de l'atelier ont consisté en une combinaison de présentations par des experts, d'échanges d'expériences, de travaux de groupe et de discussions en plénière. Les sessions ont été animées en français et en anglais avec une interprétation simultanée dans l'autre langue.

Actes de l'atelier

Session d'ouverture

L'ouverture de l'atelier a été facilitée par le **Dr Jean-Pierre Lamarque**, Conseiller régional en santé mondiale à l'ambassade de France au Sénégal. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a introduit les deux officiels de haut niveau représentant les institutions co-organisatrices. **Mr Luc Briard**, Premier conseiller de l'ambassade de France au Sénégal représentant l'Ambassadeur Christophe Bigot, a salué l'importance de la collaboration entre le Royaume Uni et la France qui permettra de co-construire des réponses aux problèmes de développement dans le Sahel. Il a souligné la nécessité de reconnaître la nutrition comme un défi majeur du développement qui requiert une approche intégrée avec la contribution de divers secteurs comme l'agriculture, la santé, l'hygiène et l'assainissement, l'éducation, etc.

Son Excellence **George Hodgson**, Ambassadeur de la Grande Bretagne au Sénégal, a aussi souligné l'importance des partenariats comme moyen essentiel pour résoudre des problèmes complexes. Il a réaffirmé l'engagement renouvelé de son pays en Afrique avec un accent sur la région du Sahel. Mr Hodgson a par ailleurs réaffirmé que son pays est prêt à s'engager dans le dialogue et à apprendre de ceux qui ont une grande expérience dans le Sahel tout en partageant les expériences de DFID dans d'autres régions du monde.

Message clé : La nutrition est un enjeu pour le développement. Des partenariats multi secteurs et multi acteurs sont essentiels pour co-construire des solutions permettant d'accélérer les progrès relatifs aux ODDs et aux cibles régionales.

Session 1 : Mise en contexte

La session a introduit les concepts de base en nutrition, notamment la définition et les différentes formes de malnutrition. Par la suite, elle a donné un aperçu de la situation nutritionnelle au Sahel et ses impacts sur les plans humain et économique ainsi qu'un aperçu des problèmes de

financement de la nutrition. Les participants ont aussi discuté des défis majeurs des systèmes alimentaires favorables à la nutrition.

Dr Yves Martin-Prével, Directeur de Recherche à l'IRD, a présenté les concepts de base en nutrition en lien avec les objectifs de l'atelier. Après avoir donné la définition classique de la malnutrition, il a discuté de comment différentes formes de malnutrition affectent différents groupes d'âge : nourrissons et jeunes enfants, adolescents, mères et autres adultes. Si le retard de croissance et la malnutrition aiguë chez les enfants ont été priorisés pour les actions de nutrition de l'aide au développement, l'expert a lancé un appel pour accorder davantage d'attention aux carences en micronutriments ainsi qu'à la malnutrition de la mère et la jeune fille qui sont parmi les principales causes de la malnutrition infantile.

Dr Noel Marie Zagré, Conseiller Nutrition au bureau régional pour l'Afrique de l'ouest et du centre de l'UNICEF a donné un aperçu des prévalences actuelles et des tendances des différentes formes de malnutrition dans la région du Sahel. On constate que malgré les progrès observés dans la réduction des taux de malnutrition, les prévalences demeurent toujours trop élevées. Si l'évolution continue à ce rythme, la région du Sahel ne pourra pas atteindre les cibles de l'Assemblée Mondiale de la Santé et des ODDs pour la nutrition. Il est donc important d'accélérer les progrès en se basant sur une approche multisectorielle systémique (système santé, système alimentaire et système de protection sociale).

La professeure Sandy Thomas, Directrice du Global Panel, a examiné les conséquences sanitaires, sociales et économiques de la malnutrition et les coûts / avantages de la résolution des problèmes de nutrition dans les pays en développement. Le coût énorme de la malnutrition qui se traduit par les décès prématurés des adultes ; la réduction du potentiel d'apprentissage ; les faibles performances scolaires ; la faible productivité au travail des adultes ; l'augmentation des coûts de la santé expliquent en partie pourquoi il est important d'investir dans la nutrition. En investissant dans la prévention de la malnutrition, les donateurs contribueront à améliorer la santé, à réduire le taux de mortalité, à accroître la capacité d'apprentissage, à accroître les revenus futurs et par conséquent à augmenter les retombées économiques. En effet, la nutrition a un retour sur investissement de 1 : 16 USD (IFPRI, 2014).

Mme **Claire Chastre**, Consultante MQSUN+, a abordé la question du financement de la nutrition. La Banque mondiale estime que le financement actuel est inférieur à 2 USD par enfant, alors qu'il faudrait un peu plus de 10 USD par enfant et par an pour mettre en œuvre l'ensemble des interventions spécifiques à la nutrition requises pour atteindre les objectifs clés en matière de nutrition, par exemple sur le retard de croissance, l'allaitement maternel, l'anémie et la malnutrition aiguë (Shekar *et al.*, 2017). En outre, la majeure partie de ce financement est destinée à des interventions d'urgence et à court terme dans des pays fragiles avec un financement limité pour la prévention. Il faudrait donc se pencher sur des sources de financement alternatives, notamment les partenariats avec le secteur privé, la taxation des secteurs rentables tels que les industries extractives et les télécommunications, et les ressources investies dans des secteurs liés à la nutrition, tels que la protection sociale et l'agriculture, notamment par le biais de plans nationaux d'investissement agricoles.

Discussions

Les discussions qui ont suivi ces présentations ont porté sur les aspects suivants :

- **Pourquoi mettre l'accent sur le lien entre malnutrition et PIB ? La lutte contre la malnutrition est-elle un objectif économique ou humanitaire ?** : le PIB est souvent utilisé pour estimer l'impact économique de la malnutrition car ces données sont pour la plupart du temps facilement disponibles. Le problème de la malnutrition est à la fois économique (impact négatif sur les économies et retour sur investissement élevé) et humain (obstacle au développement du capital humain).

- **Le déficit de financement pour éliminer toutes les formes de malnutrition** : Le suivi du financement de la nutrition est très complexe car il nécessite le suivi des contributions de divers secteurs. Cependant, depuis 2014/2015, le mouvement SUN rend compte des investissements publics et de l'aide au développement en matière de nutrition. Le Rapport mondial sur la nutrition et le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE / CAD) fournissent également des informations essentielles sur les financements de la nutrition.
- **Convaincre les donateurs d'augmenter le financement de la nutrition dans les programmes et projets existants des différents secteurs** : De nombreux donateurs et autres acteurs investissent déjà dans la nutrition, bien qu'il faille peut-être mieux prendre en compte la complexité des causes et des solutions, par exemple le rôle que peuvent jouer les systèmes alimentaires. À titre d'exemple, l'UE investit dans des programmes multisectoriels ayant un objectif global axé sur la nutrition ; l'UNICEF en ciblant la survie et le développement de l'enfant, met l'accent sur la nutrition ; le modèle d'agriculture de l'ONG Action Contre la Faim inclut la nutrition en tant que dimension clé de sa programmation.

Les participants ont échangé sur les principaux défis à relever pour que les systèmes alimentaires fonctionnent mieux pour la nutrition (encadré 1). Comme pour les présentations, cette liste de défis a permis de préparer le terrain pour les discussions ultérieures.

Encadré 1 : Défis soulignés par les participants pour des systèmes alimentaires favorables à la nutrition

- Volonté politique insuffisante.
- Coût élevé des interventions.
- Insuffisances d'orientations et directives techniques sur la manière de rendre opérationnels les systèmes alimentaires favorables à la nutrition.
- Faible alignement des différents acteurs sur un objectif commun.
- Faible coordination multisectorielle.
- Intégration inadéquate de la nutrition dans les différentes politiques et programmes sectoriels.
- Faible demande des consommateurs pour des aliments sains et nutritifs.
- Faible engagement du secteur privé.
- Manque d'informations et de connaissances sur la valeur nutritionnelle des aliments.
- Faible lien entre les actions de nutrition dans les programmes et projets de développement et humanitaire.
- Manque d'harmonisation des actions de développement.
- Conflits de pouvoir.
- Conflits d'intérêt.

Messages clés de la session

La région du Sahel n'est pas en voie d'atteindre les objectifs mondiaux pour la nutrition. Le rapport bénéfice/coût de la résolution des problèmes de nutrition est élevé, pourtant le niveau de financement n'est pas ce qu'il devrait être. Les systèmes alimentaires constituent une approche émergente dans la lutte contre la malnutrition, mais l'optimisation de leur potentiel fait face à de nombreux défis. Les participants ont pu rapidement identifier quelques défis à surmonter. Ces défis sont liés entre autres à la volonté politique et l'engagement du secteur privé, les conflits d'intérêts et de pouvoir, les problèmes d'alignement et de coordination des acteurs et des actions, les coûts et la demande d'aliments nutritifs, l'information sur les engagements et leur mise en œuvre, et l'intégration appropriée de la nutrition dans les politiques et programmes. Les participants peuvent contribuer à relever certains de ces défis, notamment à travers le plaidoyer, l'engagement dans les réseaux SUN, la promotion des synergies etc.

Session 2 : causes et analyse de la réponse

Cette session a abordé les causes de la malnutrition, a relevé différentes interventions pouvant contribuer à les résorber et a ressorti les principes clés pour améliorer la nutrition à travers les systèmes alimentaires. Il a également été question des possibilités d'optimisation des impacts nutritionnels à travers les diverses composantes du système alimentaire. La session a servi de base pour l'adoption ultérieure d'actions visant à (i) améliorer le potentiel des interventions alimentaires pour la nutrition et à (ii) constituer une base de données factuelles et renforcer son utilisation dans la prise de décisions.

En guise d'introduction, Dr Martin-Prével a présenté les concepts de sécurité alimentaire, de systèmes alimentaires et d'approches sensibles à la nutrition, dont l'agriculture favorable à la nutrition. Il a déploré l'existence de deux visions opposées et simplistes concernant la nutrition, à savoir : i) la vision agricole selon laquelle la malnutrition équivaut à la faim et ii) la vision purement santé selon laquelle la malnutrition est une maladie. Il est important d'abandonner cette vision qui oppose les secteurs santé et agriculture pour adopter une approche intégrée et multisectorielle pour la nutrition. Il existe des principes clés pour rendre l'agriculture et les systèmes alimentaires plus favorables à la nutrition (encadré 2) ainsi que des voies leur permettant d'améliorer la nutrition. Les trois mécanismes par lesquels l'agriculture peut contribuer à la nutrition sont les suivantes:

- I. La voie de production à travers la promotion de la disponibilité et l'accessibilité à des aliments nutritifs variés
- II. La voie du revenu selon laquelle l'augmentation du revenu combinée à une éducation nutritionnelle et un changement de comportement peut conduire à un meilleur accès à des aliments plus sains et à des services de santé ;
- III. La voie de l'autonomisation des femmes qui passe par des facteurs tels que le contrôle des ressources et du revenu du ménage, la charge de travail et les capacités et pratiques de soins, ainsi que les dépenses énergétiques des femmes.

Encadré 2: Comment rendre l'agriculture et les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition?

1. Inclure des **objectifs et des indicateurs de nutrition** explicites dès la conception des programmes, et détecter et atténuer les impacts négatifs éventuels.
2. **Analyser le contexte local** afin de concevoir des activités qui répondent aux différents types et causes sous-jacentes de la malnutrition.
3. **Cibler les personnes vulnérables et améliorer l'équité** par l'approche participative, l'accès aux ressources et l'emploi décent.
4. **Collaborer et coordonner l'action avec d'autres secteurs** et programmes.
5. **Préserver ou améliorer les ressources naturelles.**
6. **Promouvoir l'autonomisation des femmes.**
7. Promouvoir la **diversification** et l'augmentation de la production de **cultures riches en nutriments**, l'élevage à petite échelle et la pêche durable.
8. **Améliorer les techniques de transformation et de stockage** afin de réduire les pertes post-récoltes et les effets de la saisonnalité, d'augmenter la conservation et la disponibilité des aliments, tout en préservant leur valeur nutritionnelle et en assurant leur innocuité. Les processus de transformation respectueux des enjeux nutritionnels peuvent rendre les aliments sains plus faciles à préparer.
9. **Améliorer l'accès au marché pour les groupes vulnérables**, en particulier pour la commercialisation d'aliments riches en nutriments.
10. Inclure **des activités de promotion de la nutrition et d'éducation nutritionnelle.**

(FAO, 2015)

Le Docteur Wim Marivoet, chercheur associé à IFPRI, a présenté la typologie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), un outil permettant d'identifier et de localiser les goulots d'étranglement afin d'informer les politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il existe actuellement deux modèles : i) une typologie complète pour les interventions SAN et ii) une cartographie de l'adéquation des éléments nutritifs pour des interventions politiques ciblées. La première parcellise chaque pays et / ou région en fonction de quatre indicateurs : potentiel agricole, production, accès et utilisation. La seconde catégorise les zones géographiques en fonction des types d'intervention et de l'ampleur des contraintes alimentaires et nutritionnelles liées aux pertes après récolte, à la production, au marché et à la demande. Au Burkina Faso, par exemple, la typologie a permis d'identifier des clusters de provinces qui souffrent principalement d'inadéquation de la production agricole, de l'accès et de l'utilisation des aliments. Il ressort de ces analyses que les investissements agricoles ne sont pas toujours correctement ciblés.

Mr. Komlan Kwadjode, consultant en nutrition auprès de la FAO au Sénégal, a présenté les interventions possibles en matière de nutrition le long de la chaîne alimentaire, organisées autour de quatre fonctions principales, à savoir i) production alimentaire; ii) manutention, stockage et transformation des aliments, iii) commerce et marketing des produits alimentaires et iv) demande des consommateurs, préparation des aliments et préférences des consommateurs. Pour chaque intervention, il a présenté un «quoi» (quelle est la définition de l'intervention), un «pourquoi» (pourquoi l'intervention a-t-elle le potentiel d'améliorer la nutrition) et un «comment» (comment le rendons-nous plus sensible à la nutrition). Il est important que les conditions indispensables à un environnement favorable soient en place pour que l'intervention améliore efficacement les résultats en matière de nutrition.

Discussions

Les discussions qui ont suivi ces présentations ont tourné autour de :

- **Pourquoi une approche de la nutrition basée sur les systèmes alimentaires** : nous devons prendre en compte tous les facteurs et acteurs pouvant avoir un impact sur la nutrition de la ferme à la fourchette. De nombreuses activités et de nombreuses personnes sont impliquées dans la production, la transformation, la distribution et la préparation des aliments. Celles-ci peuvent avoir une influence positive ou négative sur la nutrition. Par exemple, la question de la sécurité sanitaire liée aux pesticides et aux engrais doit être prise en compte. De même, il faut être attentif aux différentes attentes et besoins des consommateurs (régimes sains et nutritifs) et de l'industrie alimentaire (profits). Le défi est de concilier les deux : fournir des aliments nutritifs tout en générant des bénéfices. Cela fait écho à la question des conflits d'intérêts soulevée dans l'exercice de groupe et doit être géré par différents moyens.
- **Fiabilité de l'outil de typologie SAN et la manière dont il prend en compte les dynamiques** : la fiabilité de la méthodologie repose sur la qualité des données utilisées et leur triangulation. La plupart des recommandations issues de l'analyse questionnent les intuitions et les sentiments des agents de développement / humanitaires, qui sont souvent à la base de l'élaboration de programmes. L'analyse typologique ne prend pas en compte les dynamiques. Il s'agit d'une image statique mais qui, lorsque reproduite sur plusieurs années pour obtenir plusieurs images instantanées, peut donner une idée de la dynamique.
- **Conversation sur la biofortification** : il a été démontré que la biofortification, i.e. production de variétés plus riches en micronutriments que les cultures traditionnelles, pourrait constituer une solution économique pour remédier aux carences en micronutriments, en particulier pour les populations difficiles à atteindre. La définition exacte de la biofortification reste cependant à déterminer et les normes ne sont pas encore définies par le Codex Alimentarius. Il est particulièrement important de différencier les technologies de croisement

conventionnelles des technologies OGM, car toutes les semences améliorées ne sont pas des OGM.

Message clé de la session

Les causes de la malnutrition sont multiples et les voies par lesquelles les systèmes alimentaires peuvent contribuer à améliorer la nutrition sont complexes. Cette nature multifactorielle appelle à des solutions multisectorielles, notamment la mise en place de partenariats stratégiques entre plusieurs types d'acteurs, dont le secteur privé. Bien que les systèmes alimentaires ont un énorme potentiel pour améliorer la nutrition, ils ne sont pas actuellement orientés pour la production d'aliments sains et nutritifs. Des actions délibérées sont nécessaires à chaque étape et activité du système alimentaire afin d'améliorer sa contribution en matière de nutrition. Il est aussi essentiel de fonder les décisions sur des données analytiques telles que la typologie SAN pour éviter des décisions politiques ou une planification de programmes erronés et inefficaces.

Session 3 : Leçons apprises et bonnes pratiques

Cette session a abordé l'état des connaissances et des données factuelles existantes sur les systèmes alimentaires favorables à la nutrition, suivi d'un aperçu des expériences de politiques et programmes pertinents dans différents aspects du système alimentaire. Les discussions de cette session ont certainement aussi inspiré les actions concrètes proposées par les participants visant à « améliorer le potentiel des interventions du système alimentaire au profit de la nutrition » et à « renforcer la base de données factuelle et son utilisation dans la prise de décision ».

La professeure Thomas a présenté un état des lieux des connaissances sur les systèmes alimentaires favorables à la nutrition. Selon le Global Panel, la qualité des régimes alimentaires ne s'améliore pas automatiquement avec le temps et les systèmes alimentaires ne sont pas intrinsèquement axés sur l'amélioration de la nutrition. De plus, étant donné que la recherche du profit et l'objectif d'amélioration de la nutrition ne sont pas systématiquement compatibles, les consommateurs sont également responsables à travers les choix qu'ils effectuent dans leur environnement alimentaire immédiat. En outre, compte tenu du fait que la plupart des populations de la région du Sahel sont très dépendantes des cultures vivrières pour assurer leur alimentation et leur subsistance, il est nécessaire de développer des systèmes alimentaires plus résilients pour assurer une alimentation et moyens de subsistance sains. Il est également important d'identifier comment produire davantage d'aliments riches en nutriments et de renforcer les marchés afin que ces aliments puissent circuler plus facilement entre les régions au niveau national et entre les pays au niveau régional. Tout ceci nécessite une collaboration étroite avec le secteur privé. L'encadré 3 donne un aperçu des dix principales recommandations du rapport prospectif du Global Panel.

Encadré 3 : Dix actions recommandées dans le rapport prospectif du Global Panel

1. Focaliser les politiques relatives aux systèmes alimentaires sur la qualité de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
2. Améliorer la qualité des régimes alimentaires des adolescentes et des femmes adultes à travers tous les processus politiques qui façonnent les systèmes alimentaires.
3. Veiller à ce que les recommandations alimentaires guident également les décisions politiques qui visent à remodeler les systèmes alimentaires.
4. Les aliments d'origine animale fournissent d'importants nutriments de bonne qualité. Le soutien politique apporté à ces aliments devrait reposer sur des données probantes plutôt que sur des considérations idéologiques.
5. Faire en sorte que les fruits, les légumes, les légumineuses, les noix et les graines soient plus disponibles, abordables et sans danger pour tous.
6. Faire des politiques relatives à la formulation, à l'étiquetage, à la promotion et à la taxation des produits alimentaires une priorité.
7. Renforcer la redevabilité à tous les niveaux – indicateur du système alimentaire.
8. Éliminer les obstacles à la mise en œuvre efficace d'approches multisectorielles au sein des gouvernements.
9. Institutionnaliser des régimes alimentaires de haute qualité à travers le pouvoir d'achat du secteur public.
10. Réorienter les investissements dans la recherche agricole à l'échelle mondiale pour promouvoir une alimentation saine et une nutrition de bonne qualité.

(Global Panel on Agriculture and Food Systems For Nutrition, 2016)

Discussions

Après cette présentation, les discussions ont porté sur :

- **L'impact des réglementations visant à décourager la consommation d'une nourriture déséquilibrée; ou des incitations pour encourager le secteur privé à promouvoir de meilleures pratiques de nutrition:** les suggestions incluaient la promotion d'une compréhension commune et d'une discussion franche; l'encouragement des investissements dans les petites et moyennes entreprises; la promotion de la demande des consommateurs pour des aliments sains; le renforcement du dialogue afin d'instaurer un climat de confiance entre les secteurs public et privé ainsi qu'avec les consommateurs. Les entreprises peuvent être peu disposées à prendre des risques ainsi, les gouvernements pourraient créer des conditions incitatives pour les encourager à prendre les risques nécessaires. Dans certains pays, des taxes sur les produits alimentaires malsains ont été introduites, mais il est encore trop tôt pour en constater l'impact. En outre, il est difficile de montrer l'amélioration de la nutrition grâce aux systèmes alimentaires, car ce n'est que maintenant que les premiers résultats commencent à émerger. Un argument solide pourrait se bâtir autour des pertes financières liées à l'inaction et utiliser des exemples d'interventions qui ont fonctionné. Au Sénégal par exemple, un plaidoyer visant la réduction d'impôt sur le sel iodé a été initié, mais comme le sel est également utilisé à des fins non alimentaires, l'idée a été remise en cause.
- L'impact des efforts de plaidoyer : l'Union africaine a franchi une étape importante en lançant l'initiative des Leaders africains pour la nutrition (ALN). Un tableau de bord continental de redevabilité en matière de nutrition a été mis au point afin de suivre les progrès des pays. Ceci a nécessité de longues et difficiles étapes, similaires aux efforts de sensibilisation autour de la cigarette.
- Impact des discussions des politiques de haut niveau sur une jeune fille vivant dans une zone rurale: il existe un grand fossé entre les directives du gouvernement et ce qui se passe dans les ménages. L'impact nutritionnel des politiques sur la communauté repose sur les approches de changement de comportement. Il existe de nombreux exemples d'éducation

des mères concernant les soins et l'alimentation des enfants, mais les écoles, les initiatives communautaires et les chefs de village devraient être impliqués.

A la suite des discussions, quatre expériences de programmes ont été présentées, elles ont été suivies de discussions en parallèle en format « World café », pendant lesquelles les présentateurs ont eu l'occasion de répondre aux questions des participants et d'approfondir les discussions sur les exemples présentés.

M. Ibrahima Seck, de la Fédération nationale de l'agriculture biologique du Sénégal (FENAB), a présenté la **position de principe de son organisation sur l'agriculture biologique pour une meilleure nutrition**. Dans ce document, l'organisation considère l'approche actuelle du gouvernement en matière de développement agricole (à savoir : l'incohérence des politiques agricoles et la forte dépendance aux engrais et pesticides chimiques) comme un obstacle majeur aux systèmes alimentaires durables favorables à la nutrition. Un autre défi identifié est le manque d'alignement de la recherche agricole sur les priorités des petits exploitants agricoles. L'organisation en appelle à une approche de recherche et d'élaboration de politiques agricoles plus participative, qui promeut l'agriculture familiale biologique et la biodiversité agricole.

Mme Julie Vray de ACF Espagne, a partagé l'expérience de **Jardins pour la Santé**, une approche participative intégrée centrée sur la communauté qui inclut la nutrition / la santé, la sécurité alimentaire et l'eau, hygiène, assainissement (WASH) avec une analyse forte de genre. Grâce à un appui intégré incluant la production, la transformation des aliments, le stockage et d'autres systèmes de gestion post-récolte, l'intervention a permis de réduire les taux de malnutrition au Tchad et d'augmenter le score de diversité alimentaire au Niger. Les leçons apprises incluent l'importance de reconnaître les rôles et les compétences des acteurs locaux et la nécessité d'intégrer les connaissances et les pratiques locales dans l'intervention, ainsi que l'avantage de favoriser les synergies entre les différents secteurs.

Après un bref aperçu des indicateurs nutritionnels au Sénégal, Mme Seynabou Touré Laye, de la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM), a présenté comment **l'approche systèmes alimentaires favorables à la nutrition est prise en compte dans les cadres politiques nationaux**. Elle a partagé le cadre conceptuel du plan national multisectoriel de nutrition du Sénégal. Le troisième pilier de ce plan concerne les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition à travers une disponibilité accrue et un meilleur accès à des aliments sains, diversifiés et riches en nutriments.

Le Docteur Martin-Prevel de l'IRD a présenté une évaluation d'impact d'un **programme de transferts monétaires mis en œuvre par le gouvernement du Togo avec le soutien de la Banque mondiale et l'UNICEF**. Le programme consistait en un transfert monétaire mensuel pour les femmes enceintes et les mères d'enfants dans 5 préfectures, associé à un ensemble de services de nutrition comprenant la prise en charge de la malnutrition aiguë, le suivi de la croissance et des conseils en nutrition. L'évaluation a montré que le programme avait eu un impact significatif sur la fréquentation des services de santé, les soins prénataux, la prévalence des maladies infantiles, le faible poids de naissance et l'insuffisance pondérale. Cette expérience suggère que les programmes de transferts sociaux peuvent être un puissant moyen pour améliorer la nutrition des enfants et des mères en agissant sur les causes immédiates et/ou sous-jacentes de la malnutrition.

Messages clés de la session

Les besoins du secteur privé et les objectifs de nutrition ne sont pas automatiquement compatibles de même que les acteurs du système alimentaire sont responsables de leurs choix. Les responsables politiques doivent prendre des décisions basées sur des données probantes en vue de transformer les systèmes alimentaires pour rendre les régimes alimentaires de qualité plus accessibles physiquement et économiquement pour les nourrissons, les enfants, les adolescents

et les femmes. Ceci nécessite des politiques en ce qui concerne la production, l'étiquetage, les exemptions fiscales et autres incitatifs, la promotion de la demande et d'autres actions visant à renforcer les marchés locaux, nationaux et régionaux pour des aliments sains et nutritifs. Les pouvoirs publics peuvent également acheter des aliments de haute qualité pour les populations vulnérables qu'ils servent par le biais d'institutions du secteur public. Les gouvernements peuvent travailler à éliminer les obstacles à la mise en œuvre d'approches multisectorielles et à instaurer un climat de confiance avec le secteur privé. Les institutions mondiales et régionales peuvent également collaborer pour hiérarchiser ces actions et les acteurs locaux peuvent mettre leurs compétences, leurs connaissances et leur influence au service de l'amélioration de la disponibilité, de l'accessibilité physique et financière et de la consommation d'aliments sains, divers et riches en nutriments.

Session 4 : La coordination et la coopération multipartites

Cette session a été consacrée à la gouvernance de la nutrition, y compris les engagements et cadres mondiaux, ainsi que la collaboration et la coordination multipartites pour une amélioration durable de la nutrition. C'est ce qui a probablement guidé le choix de certaines des actions recommandées par les participants en ce qui concerne l'établissement d'alliances et de partenariats stratégiques, le renforcement du dialogue, la coordination et la mobilisation au sein des agences.

Une présentation conjointe MQSUN+/UE/DFID /MEAE sur la gouvernance internationale et régionale de la nutrition a résumé les différentes grandes dates repères et les acteurs des initiatives mondiales qui ont conduit à une plus grande mobilisation internationale en faveur de la nutrition. Elle a commencé en 1992 avec la (première) Conférence internationale sur la nutrition. Depuis la crise alimentaire au Sahel en 2005 et la publication du rapport de la Banque mondiale de 2006 sur « Repositionner la nutrition au centre du développement : une stratégie pour une action à grande échelle », plusieurs initiatives, cadres et engagements mondiaux en matière de nutrition ont émergé. Ceux-ci incluent entre autres, le mouvement SUN ; les cibles 2025 de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) pour la nutrition ; l'ODD 2; la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025. En Afrique, l'Union Africaine a élaboré la Stratégie régionale de nutrition pour l'Afrique 2016-2025 et la Déclaration de Malabo sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA). De nombreuses communautés économiques régionales, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont élaboré des stratégies ou des politiques régionales spécifiques en matière de nutrition. Pour soutenir ces efforts mondiaux et régionaux, de nombreux donateurs ont mis au point des cadres spécifiques pour la nutrition. C'est le cas par exemple du plan d'action pour la nutrition de la Direction de la Coopération et développement international de la Commission européenne (CE-DEVCO), la feuille de route multisectorielle 2016-2020 pour la nutrition de la France et le « Global Nutrition Position Paper » du Royaume-Uni.

MQSUN+ a présenté les **principes de base et les recommandations pour un système multisectoriel efficace en matière de nutrition**, ainsi qu'un exemple d'application au niveau décentralisé. Par la suite, les participants des groupes ont identifié les parties prenantes impliquées dans les systèmes alimentaires pour la programmation de la nutrition au sein du gouvernement, des agences des Nations Unies, des organisations de la société civile, du monde universitaire / de la recherche et des entreprises / secteur privé. Ils ont classé les principaux intervenants en fonction de leur influence et de leur intérêt pour l'agenda de la nutrition. Cette catégorisation est très importante pour identifier les parties prenantes clés à impliquer, définir l'approche d'engagement des parties

prenantes et informer la stratégie de plaidoyer et la formation de partenariats stratégiques. Par exemple, il est important de s'assurer de l'engagement des parties prenantes ayant une forte influence sur l'agenda. Diverses stratégies peuvent être utilisées pour élever leur niveau d'intérêt si nécessaire.

Discussions

Les discussions sur les présentations et les groupes de travail ont porté sur :

- **Alignement des initiatives, fonctionnalité des plateformes mondiales et mécanismes de financement des donateurs pour la nutrition** : il existe des points communs entre les cadres de l'UE, du MEAE et du DFID, par exemple en termes d'objectifs et de focus sur le partenariat et l'approche multisectorielle pour réduire le retard de croissance. Des efforts sont également déployés pour faciliter la cohérence et les synergies, comme en témoigne l'organisation conjointe de cet atelier. Les donateurs et les acteurs doivent veiller à ce que les plates-formes multi-acteurs dans lesquelles ils s'engagent au niveau mondial soient fonctionnelles et disposent de mécanismes de redevabilité appropriés. En ce qui concerne les mécanismes de financement, la France dispose d'un outil de financement pour les partenaires, destiné partiellement à appuyer les activités de nutrition avec d'autres interventions de sécurité alimentaire et de résilience. DFID dispose également d'un mécanisme de financement similaire pour soutenir ses engagements en matière de nutrition avec certains programmes ciblant le secteur privé et d'autres programmes en fonction de la situation spécifique du pays. L'UE a aussi développé certains programmes destinés à financer des actions de nutrition pour ses partenaires bilatéraux et la société civile.
- **Coexistence de deux plateformes nationales de coordination distinctes pour la sécurité alimentaire et la nutrition** : cette situation existe dans de nombreux pays et ces deux plateformes regroupent parfois les mêmes acteurs. Il est de plus en plus recommandé de regrouper les deux plateformes en une seule qui se voudra neutre avec un ancrage élevé, tel que le bureau du président ou du vice-président, la primature, le ministère des Finances ou la Commission de la planification, puis de créer des sous-comités ou groupes de travail thématiques traitant de questions thématiques telles que la sécurité alimentaire ou la nutrition. En outre, l'existence de plateformes multisectorielles ne suffit pas, celles-ci doivent être fonctionnelles, capables de soutenir l'intégration effective de la nutrition dans les plans sectoriels et disposer de mécanismes de redevabilité clairs.
- **Arrangement institutionnel de la plateforme au niveau décentralisé** : la question de l'ancrage institutionnel tel que présenté dans l'exemple de Yorosso (Mali) est également en cours de discussion au Sénégal. La question est de savoir si la plateforme de coordination serait plus efficace si elle était dirigée par le préfet ou par le président du conseil départemental. Les participants ont convenu que décider de la personne qui devrait héberger dépend de nombreux facteurs, notamment le leadership et l'engagement. À Yorosso (Mali), les options étaient le président du conseil de cercle ou le préfet, et les parties prenantes ont opté pour ce dernier, car c'est à lui que la plupart d'entre elles rendaient des comptes et non au président du conseil de cercle. À partir de l'expérience du Burkina Faso, une matrice d'aide à la décision reposant sur des critères convenus de commun accord a été élaborée pour aider les acteurs à choisir le meilleur ancrage institutionnel pour la plateforme.
- **Renforcer le rôle du secteur privé dans l'agenda des systèmes alimentaires pour la nutrition** : le secteur privé est un acteur important de la nutrition dont le potentiel n'a pas encore été pleinement exploité, en partie parce que les intérêts du secteur privé et les objectifs en matière de nutrition des consommateurs ne s'alignent pas nécessairement. Dans ce cas, le secteur public devrait encourager par des mesures incitatives le secteur privé à investir dans

des régimes alimentaires sains. Il y a aussi une problématique du manque de confiance. En effet le « Big food » suscite énormément de doutes, et le secteur privé est même souvent diabolisé. Il y a eu des situations où le secteur privé a tenté d'influencer la recherche, et les pratiques de certaines entreprises sont néfastes pour la nutrition. Travailler à renforcer la confiance est une première étape importante. Lorsque Lawrence Haddad a pris les rênes de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), il s'est efforcé de changer la perception du public et de recadrer les actions du secteur privé afin de créer un climat de confiance. Le mouvement de renforcement de la nutrition ou mouvement SUN et l'initiative récente « Dialogues sur les systèmes alimentaires » de D. Nabarro encouragent également le dialogue afin de renforcer les liens de confiance. L'indicateur d'accès à la nutrition (ATNI) a été introduit pour évaluer la contribution du secteur privé à l'amélioration de la nutrition, identifier les domaines à améliorer et encourager les entreprises à investir davantage dans la lutte contre l'obésité et la dénutrition. En général, il y a eu des améliorations importantes et de nombreuses entreprises du secteur alimentaire tentent de modifier leurs pratiques pour mettre sur le marché des produits alimentaires plus sains et nutritifs. Toutefois, les efforts du secteur privé ne bénéficient pas le plus souvent aux plus vulnérables. Il est extrêmement important d'établir un dialogue entre le secteur privé, le secteur public et les consommateurs. Parfois, la pression des consommateurs peut être un catalyseur pour un changement d'approche du secteur privé en faveur de la nutrition.

- **Renforcer le rôle des femmes dans les systèmes alimentaires pour la nutrition** : la plupart des femmes vivant en zones rurales vivent des normes culturelles qui peuvent affecter leur alimentation. Certaines femmes, comme Graca Machel et les premières dames du Ghana et d'Éthiopie, sont des grandes défenseuses de la nutrition dans leurs pays respectifs et en Afrique en général. Cependant, bien que le rôle des femmes soit essentiel, il y a un danger de simplifier la problématique de développement en pensant que tous les progrès en Afrique doivent passer par les femmes. Les femmes ont beaucoup de responsabilités sociales et subissent certaines contraintes. Par exemple, dans certaines circonstances, elles doivent se cacher pour pouvoir participer aux activités de planification familiale. Il faut prendre en compte lors de la programmation les aspects socio-culturels tout en renforçant les actions transformationnelles pour l'égalité des sexes.

Les messages clés de la session

Il existe un intérêt mondial croissant pour les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition avec un environnement international favorable, soutenu par des donateurs tels que la France, le DFID et l'UE. Cependant, il est nécessaire d'accélérer les efforts à travers des actions et interventions innovantes et à impact rapide. Il est également nécessaire d'accroître la cohérence entre les interventions des donateurs et les plans et stratégies nationaux des pays bénéficiaires, le respect des engagements mondiaux de financement, la mobilisation des parties prenantes au sein des pays pour soutenir l'agenda, la mise en place d'un système de redevabilité mutuelle efficace pour une meilleure gouvernance, la rationalisation des structures (une plateforme sur la sécurité alimentaire et une autre sur la nutrition ; l'existence et l'alignement des plateformes décentralisées) et l'établissement de partenariats stratégiques entre donateurs et autres partenaires. Le secteur privé pourrait participer de manière positive aux efforts de transformation des systèmes alimentaires en faveur de la nutrition, en particulier si nous priorisons les intérêts mutuels. Les femmes jouent déjà un rôle actif et il faut renforcer leur contribution en assurant l'équité de genre.

Session 5 : Suivi des progrès et des résultats

Lors de cette session, les participants ont appris comment les bailleurs de fonds reportent les informations sur la nutrition, ainsi que les indicateurs permettant de suivre les progrès et de mesurer l'impact des actions en nutrition à différents niveaux de la chaîne du système alimentaire. Au cours de cette session, l'accent a été mis sur les types d'indicateurs que les conseillers en développement devraient prioriser lors de l'évaluation des projets et la supervision des opérations.

Le MEAE a présenté le nouveau marqueur (« policy marker ») en matière de nutrition dans le Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE / CAD, qui vise à améliorer le système de rapports et de suivi des investissements multisectoriels et transversaux de la nutrition par tous les donateurs. L'introduction de ce marqueur a été rendue nécessaire du fait que le code (12240) pour la « nutrition de base » ne suffisait plus à capter l'aide totale dédiée à la nutrition en raison de la nature multisectorielle et transversale de celle-ci. En outre, le suivi des investissements sur la base de ce code n'était plus en adéquation avec les méthodologies du réseau de donateurs SUN et du Groupe de travail sur la sécurité alimentaire du G7. Le nouveau marqueur sera déployé progressivement, mais tous les donateurs devraient s'y conformer d'ici 2020.

Elodie Becquey, chargée de recherche à l'IFPRI, a rappelé les mécanismes par lesquels l'agriculture peut améliorer la nutrition et décrit les différents indicateurs à utiliser à différents niveaux du système alimentaire, de la production à la consommation. Une étude réalisée par l'IFPRI a démontré que les interventions d'agriculture et de systèmes alimentaires favorables à la nutrition peuvent améliorer les indicateurs liés à l'alimentation et à la nutrition. Toutefois, l'impact sur le retard de croissance est difficile à démontrer (Ruel, Quisumbing and Balagamwala, 2018). En utilisant l'exemple du projet « CHANGE » (Creating Homestead Agriculture for Nutrition and Gender Equity) en Tanzanie, E. Becquey a donné les étapes clés et des recommandations pour la sélection d'indicateurs à différents niveaux afin de suivre les interventions et évaluer les progrès (Encadré 4).

Un aperçu du Compendium des indicateurs pour l'agriculture favorable à la nutrition de la FAO et des considérations pratiques importantes sur leur utilisation ont également été présentés, avec une attention particulière sur les points d'entrée clés en vue de développer une agriculture favorable à la nutrition (FAO, 2016).

Encadré 4 : Recommandations à l'attention des acteurs souhaitant documenter l'impact des investissements agricoles favorables la nutrition.

- S'assurer que la collecte de données d'indicateurs est adéquatement prévue dans le budget du programme ou du projet à l'étape de conception, car elle a un coût.
- Planifier pour mesurer l'impact et sélectionner les indicateurs pertinents pour les voies d'impact de votre programme et tout au long de la chaîne de résultats (intrants / produits, résultats, impacts).
- Mettre l'accent sur les indicateurs d'accès / de consommation d'aliments de haute qualité pour tous les membres du ménage plutôt que de cibler la réduction du retard de croissance.
- Inclure un groupe de contrôle dans la mesure du possible.
- Prendre en compte les questions de genre lors de la mesure d'indicateurs, c'est-à-dire avoir des mesures à la fois pour les hommes et les femmes, et désagréger les résultats par sexe.
- Prendre en compte la variabilité saisonnière dans la sélection et l'interprétation des indicateurs.
- Mesurer les indicateurs par le biais de plusieurs canaux (enquêtes nationales, enquêtes auprès des ménages, études de marché, enquêtes environnementales, etc.).
- Tenir compte de la force d'un indicateur lors de la sélection et de l'interprétation de celui-ci (ex. déclaré vs observé vs biologique).
- Envisager de mesurer les effets potentiellement négatifs (par exemple, la contamination des aliments avec des pesticides, la contamination de l'environnement par les fèces de la volaille, etc.).

Discussions

A la suite de ces présentations, les principales questions des participants se sont centrées sur les deux points ci-dessous :

- **Utilisation d'indicateurs biologiques** : ils sont coûteux et ne devraient pas être les premiers choix pour évaluer les systèmes agricoles et alimentaires favorables à la nutrition.
- **Coordination dans la sélection des indicateurs** : le dialogue devrait être renforcé entre les concepteurs de programmes, les experts en suivi et évaluation (S & E) et les responsables de la mise en œuvre des programmes, afin de permettre une meilleure sélection des indicateurs.

Messages clés de la session

Le nouveau marqueur du comité d'aide au développement de l'OCDE sur la nutrition sera déployé progressivement, mais tous les donateurs devraient s'y conformer d'ici 2020. Ce marqueur renforcera la redevabilité et la transparence grâce à des données accessibles au public pour les donateurs, les chercheurs et la société civile. Pour la première fois, les donateurs seront en mesure de suivre systématiquement la manière dont leur financement pour la nutrition – interventions spécifiques et sensibles à la nutrition – est intégré dans tous les portefeuilles sectoriels. Les conseillers devraient examiner comment leurs projets pourraient s'aligner au nouveau marqueur. En ce qui concerne les indicateurs, bien qu'il en existe une multitude pour mesurer les progrès et l'impact en matière de nutrition, les acteurs de l'agriculture et des systèmes alimentaires doivent

privilégier des indicateurs réalistes tout au long de la chaîne de résultats. Ceux-ci devraient inclure les indicateurs liés à l'accès à (ou à la consommation) des aliments de haute qualité comme critère d'évaluation, car certains indicateurs tels que le retard de croissance sont difficiles à changer et parfois éloignés des priorités de la plupart des acteurs du système alimentaire. Des données désagrégées par sexe devraient être collectées dans la mesure du possible et la variabilité saisonnière devrait être prise en compte. Les résultats et impacts négatifs doivent également être mesurés. Les indicateurs en lien avec les ODDs et le PDDAA devraient être pris en compte car les pays doivent rapporter régulièrement sur ceux-ci. Différentes parties prenantes devraient collaborer à la sélection des indicateurs afin de s'assurer de la pertinence, la faisabilité et la disponibilité des ressources.

Session 6 : Mes actions pour les systèmes alimentaires favorables à la nutrition

S'appuyant sur les connaissances acquises lors des sessions précédentes, les participants ont identifié les opportunités actuelles et à venir aux niveaux mondial et national, ainsi que les actions concrètes qu'ils pourraient entreprendre pour mieux soutenir les systèmes alimentaires favorables à la nutrition dans leurs organisations et à travers leurs positions respectives. Les principales actions proposées peuvent se résumer comme suit :

1. Etablir une base de données probantes et renforcer son utilisation dans la prise de décision.
2. Établir des alliances et des partenariats stratégiques pour créer et maintenir l'intérêt, inspirer et catalyser l'action, y compris le plaidoyer en faveur d'un engagement plus fort en faveur de la nutrition des gouvernements locaux.
3. Renforcer le dialogue entre les parties prenantes, ainsi que la coopération et la coordination entre les donateurs et les différents acteurs, y compris les gouvernements.
4. Sensibiliser et plaider pour une plus grande intégration interne de la nutrition dans les programmes de développement et d'aide humanitaire des agences participantes.
5. Accroître le potentiel des projets et programmes du système alimentaire à améliorer les résultats en matière de nutrition.

Ces domaines d'action et recommandations sont présentés plus en détail dans le **Relevé de conclusions de l'atelier** (voir annexe 2).

Certains participants ont également partagé par écrit (encadré 5), les actions qu'ils prendront individuellement en application des acquis de l'atelier.

Encadré 5 : Actions à court terme que les participants se sont engagés à entreprendre individuellement pour appliquer les acquis de l'atelier

- Partager les principales informations de l'atelier avec des collègues.
- Sensibiliser les gestionnaires et les ambassadeurs sur l'importance et les avantages d'investir dans la nutrition.
- Plaider pour que l'accent soit davantage mis sur la nutrition dans l'agenda des partenaires de développement de mon pays d'affectation.
- S'impliquer davantage dans la plateforme SUN du pays, en particulier la plateforme des donateurs.
- Intégrer à l'interne, la nutrition dans les projets et programmes à venir.

Session 7 : Remarques finales

Mme Heidi Gilert, conseillère humanitaire du DFID et Mme Nawal Chahid, conseillère en nutrition du MEAE, ont remercié les participants, les facilitateurs, experts et personnes ressources pour leur participation à l'atelier, qu'elles considèrent comme une occasion d'améliorer la compréhension des systèmes alimentaires favorables à la nutrition. Les participants ont eu l'occasion de prendre connaissance de quelques bonnes pratiques et leçons apprises. Les deux institutions exploreront la manière dont leur personnel peut exploiter les connaissances acquises dans leur travail quotidien. Elles n'ont pas manqué de souligner l'opportunité pour les gouvernements français et britanniques de créer des synergies pour une meilleure programmation en matière de nutrition et des systèmes alimentaires au Sahel, dans la mesure où le partage d'expériences et une plus grande coordination entre les secteurs et entre les parties prenantes sont bénéfiques. Il est nécessaire de soutenir les acteurs du secteur agricole et alimentaire afin de rendre plus disponibles et plus accessibles les aliments sains, nutritifs et diversifiés pour les plus vulnérables de la région, tout en restant réalistes quant aux impacts attendus sur la nutrition et en veillant à sélectionner les indicateurs appropriés pour démontrer les impacts. Les deux intervenantes ont par la suite noté la nécessité de mettre l'accent sur les femmes dans les systèmes alimentaires, afin d'accélérer les progrès. Enfin, elles ont exhorté les participants à saisir les opportunités à venir tel que le Sommet de la nutrition pour la croissance Tokyo 2020 afin de renforcer l'impact des systèmes alimentaires sur la nutrition. Enfin, elles ont réaffirmé l'engagement du Royaume-Uni et de la France à travailler avec les gouvernements du Sahel et tous les partenaires pour éliminer la malnutrition au Sahel.

Post-script de MQSUN+

La nutrition est un défi majeur pour le développement et des partenariats multisectoriels sont nécessaires pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et des objectifs régionaux. Dans l'ensemble, il existe une dynamique mondiale autour des systèmes alimentaires favorables à la nutrition, soutenue par des donateurs tels que la France et la Grande Bretagne. Cependant, les systèmes alimentaires ne sont pas actuellement orientés vers une alimentation saine. Des actions délibérées sont nécessaires au niveau de chaque fonction et activité de la chaîne du système alimentaire afin d'améliorer sa contribution à une bonne nutrition. Les responsables politiques doivent prendre des décisions basées sur des données probantes pour soutenir les systèmes alimentaires afin de rendre les aliments nutritifs, diversifiés et sains plus disponibles et abordables pour les nourrissons, les enfants, les adolescents et les femmes. La confiance doit être établie avec le secteur privé et les obstacles aux approches intégrées multisectorielles doivent être éliminés. La coordination doit être renforcée aux niveaux national et décentralisé tout en incitant les acteurs locaux à utiliser leurs compétences, leurs connaissances et leur influence afin de donner la priorité à la disponibilité, l'accessibilité, le caractère abordable et la consommation d'aliments sains, divers et riches en nutriments. Les femmes jouent un rôle important et par conséquent il faut travailler à garantir l'équité dans l'agenda des systèmes alimentaires. C'est pourquoi, le genre a été pris en compte tout au long de la planification et de la facilitation de l'atelier, de l'identification des conférenciers et des participants au contenu technique des sessions.

En termes de suivi et mesure des progrès, le nouveau marqueur OCDE CAD de la nutrition représente une avancée significative. Bien qu'il existe une pléthore d'indicateurs, la priorité doit être accordée à des indicateurs réalistes tout au long de la chaîne de résultats du système alimentaire. Il faut privilégier par exemple les indicateurs d'accès ou de consommation d'aliments de bonne qualité, étant donné que les indicateurs anthropométriques sont parfois éloignés des

priorités de la plupart des acteurs du système alimentaire et le plus souvent sont collectés par d'autres. Des données désagrégées par sexe doivent être collectées, la variabilité saisonnière doit être prise en compte et les résultats et impacts négatifs doivent également être évalués.

L'accent a été mis notamment sur la contribution du secteur privé aux systèmes alimentaires destinés à améliorer la nutrition. En raison des intérêts au préalable divergents entre le secteur privé et les objectifs de nutrition, il est nécessaire de prendre des mesures délibérées pour favoriser le dialogue et renforcer la confiance en vue d'une implication positive du secteur privé dans les systèmes alimentaires. C'est le seul moyen de pouvoir exploiter pleinement le potentiel important de cet acteur clé, cela est plus que nécessaire étant donné que la plupart des acteurs des systèmes alimentaires sont privés. Cela nécessitera un soutien et des actions incitatives de la part des donateurs et des gouvernements.

Une des caractéristiques de l'atelier a été la diversité des acteurs aussi bien au niveau des intervenants que des participants, ce qui permet d'illustrer concrètement un dialogue multisectoriel. Les intervenants étaient des membres de la société civile (locale et internationale), d'instituts de recherche, d'agences des Nations Unies, de gouvernements, etc. et possédaient chacun une expertise dans divers secteurs tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire et la santé. L'importance de la coordination multipartite et de la redevabilité mutuelle a été soulignée comme un facteur clé d'amélioration durable, peut-être plus pour les systèmes alimentaires de nutrition que d'autres domaines de la nutrition. Des partenariats stratégiques, pour parler d'une seule voix au niveau national et dans les forums mondiaux, sont nécessaires pour encourager les gouvernements et les autres partenaires à appuyer davantage la transformation des systèmes alimentaires en faveur de la nutrition.

Bien que les participants aient approfondi leurs connaissances et leurs compétences individuelles dans le domaine des systèmes alimentaires et des programmes de nutrition, leur travail se déroule dans un environnement avec d'autres collègues. Les participants apprécieraient un appui post atelier et des ressources pour faciliter le plaidoyer interne en faveur de l'intégration des systèmes alimentaires pour la nutrition dans leur travail quotidien. L'une des suggestions émises était l'élaboration de documents techniques contenant des statistiques clés et des concepts clés, afin qu'ils puissent être utilisés lors des plaidoyers.

Dans leurs évaluations, les participants ont exprimé leur satisfaction pour cet atelier et ont relevé la pertinence de l'ordre du jour. Ils ont également jugé les différents thèmes appropriés pour leur travail et ont apprécié la possibilité de créer un réseau dans la région du Sahel à ce sujet. Ils ont enfin recommandé : plus d'informations sur comment ces sujets sont traités dans le cadre du nexus aide humanitaire / développement; une plus grande attention au secteur de l'élevage, au lien avec l'agriculture durable et à l'approche « One Health » ; utiliser les enseignements tirés d'autres domaines thématiques tels que le VIH et la tuberculose, qui sont également transversaux; davantage d'attention sur les impacts négatifs des systèmes alimentaires sur la nutrition; et sur les impacts de la mondialisation (par exemple, les produits importés) sur les systèmes alimentaires et la nutrition.

Références

- African Development Bank Group, Big Win Philanthropy, & A. D. F. (2018) *Banking on Nutrition: Harnessing “Grey Matter Infrastructure” to Unlock the Human and Economic Potential of Africa*. Available at: https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Banking_on_Nutrition_A4_V1_single.pdf (Accessed: 27 December 2018).
- DFID (2008) *The neglected crisis of undernutrition: Evidence for action from the Department for International Development* *The neglected crisis of undernutrition: Evidence for action*. Available at: https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/67717/nutrition-evidence-paper.pdf (Accessed: 27 December 2018).
- DFID UK (2017) *Saving lives, investing in future generations and building prosperity-the UK’s Global Nutrition Position Paper*. London, UK. Available at: https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/652122/nutrition-paper-2017a.pdf.
- FAO (2015) *Recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l’agriculture et les systèmes alimentaires*. Available at: www.fao.org/docrep/018/aq554f/ (Accessed: 24 April 2019).
- FAO (2016) *Compendium of indicators for nutrition-sensitive agriculture*. Rome.
- FAO & WHO (2014) *Second International Conference on Nutrition, Conference Outcome Document: Rome Declaration on Nutrition*. Rome. Available at: www.fao.org (Accessed: 19 March 2019).
- GBD 2016 Causes of Death Collaborators (2017) *Global, regional, and national age-sex specific mortality for 264 causes of death, 1980–2016: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016*, *The Lancet*. doi: 10.1016/S0140-6736(17)32152-9.
- Global Panel on Agriculture and Food Systems For Nutrition (2016) *Food systems and diets: Facing the challenges of the 21st century*. Available at: <http://glopan.org/sites/default/files/ForesightReport.pdf> (Accessed: 27 February 2019).
- High Level Panel of Experts (2017) *Nutrition and Food Systems: A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*. Rome. Available at: www.fao.org/cfs/cfs-hlpe (Accessed: 7 December 2018).
- IFPRI (2014) *2014 Global Nutrition Report: Actions and Accountability to Accelerate the World’s Progress on Nutrition*. Washington, DC.
- IFPRI (2016) *2016 Global Nutrition Report - From Promise to Impact: Ending Malnutrition by 2030*. Washington D.C. doi: 10.2499/9780896295841.
- Maternal and Child Nutrition Study Group (2013) ‘Executive Summary of the Lancet Maternal and Child Nutrition Series’, *The Lancet*, pp. 1–12. Available at: <http://www.thelancet.com/pb/assets/raw/Lancet/stories/series/nutrition-eng.pdf> (Accessed: 18 September 2017).
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement International (2016) ‘La Nutrition Des Populations Vulnérables: Feuille de route pour l’action de la France à l’international 2016-2020’.
- Ruel, M. T., Quisumbing, A. R. and Balagamwala, M. (2018) ‘Nutrition-sensitive agriculture: What have we learned so far?’ doi: 10.1016/j.gfs.2018.01.002.
- Shekar, M. et al. (2017) *An Investment Framework for Nutrition: Reaching the Global Targets for Stunting, Anemia, Breastfeeding, and Wasting*. The World Bank. doi: 10.1596/978-1-4648-1010-7.
- UN General Assembly (2015) ‘Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development’, in *UNGA Resolution A/RES/70/1 of 25 September 2015*, pp. 1–35. doi: 10.1007/s13398-014-0173-7.2.

Annexe 1 : Agenda de l'atelier

Jour 1: Lundi 29 janvier 2019

Horaire	Activité	Présentateur
Session d'ouverture		
08:00 - 08:30	Enregistrement	
08:30 - 09:00	Remarques d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> - Mr Luc Briard, Premier conseiller de l'Ambassade de la République Française au Sénégal - S.E. George Hodgson, Ambassadeur de la Grande Bretagne au Sénégal 	Jean Pierre Lamarque, MEAE Sénégal Mr. Luc Briard, l'Ambassade de la République Française au Sénégal S.E. George Hodgson, l'Ambassade de la Grande Bretagne au Sénégal
09:00 - 09:30	Objectifs, programme et règles (présentation)	Dia Sanou, MQSUN+
09:30 - 10:00	Pause-café	
Session 1: mise en contexte		
10:00-10:30	Malnutrition—Définition et différentes formes (présentation)	Yves Martin Prevel, IRD
10:30 - 11:45	Contexte nutrition: <ul style="list-style-type: none"> - Situation nutritionnelle dans la région (présentation) - Pourquoi investir dans la nutrition? (Présentation) - Financement de la nutrition (Présentation) - Discussion (plénière) 	Noel Zagre, UNICEF Sandy Thomas, Global Panel Claire Chastre, MQSUN+
11:45- 12:30	Connaissance et barrières telles que perçues et défis de la programmation pour des systèmes alimentaires porteurs pour la nutrition (discussion en plénière de la perception des participants)	Dia Sanou, MQSUN+
12:30 - 13:30	Repas	
Session 2 : Chemins causaux et analyse de la réponse		
13:30-14:30	Améliorer la nutrition à travers les systèmes alimentaires – concepts clés et principes (présentation)	Yves Martin-Prevel, IRD
14:30 - 16:00	Identification des points d'entrée pour des systèmes alimentaires sensibles à la nutrition au Sahel (travail en groupes) Cartographie de l'adéquation en nutriments (Présentation)	Dia Sanou, MQSUN+ Wim Marivoet, IFPRI
16:00 - 16:15	Pause café	
16:15 - 17:15	Interventions nutrition à tous les niveaux du système alimentaire —processus et infrastructure (présentation)	Komlan Kwadjode, FAO
17:15 - 17:30	Conclusion du jour 1	

Jour 2: Mardi 29 janvier 2019

Horaire	Activité	Présentateur
Session 3 : Enseignements et bonnes pratiques		
08:30 - 09:30	Enseignements— Recherche et évidences existantes pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires (présentation)	Sandy Thomas, Global Panel
09:30 - 11:30 (incluant 15 min Pause-café)	Expérience des pays/acteurs sur l'optimisation des systèmes alimentaires pour la nutrition – Présentation rapide (6-7 min) – World Café - approfondir la discussion sur les expériences des pays et suggestions d'améliorations par les autres participants	Ibrahima Seck, FENAB Julie Vray, ACF Seynabou Toure Laye, CLM Yves Martin Prevel, IRD Yves Martin-Prevel, IRD
Session 4 : Coopération multi-acteurs et coordination		
11:30 - 12:45	Gouvernance international et régional de la nutrition —y compris cadres pour la nutrition et les systèmes alimentaires aux niveaux global et région africaine et ceux de DFID, du MAE, de la CE et de l'OCDE (présentation)	Claire Chastre, MQSUN+ Anna da Palma, DFID Nawal Chahid, MEAE
12:45 - 13:45	Repas	
13:30 - 15:15	Travailler avec les différents secteurs pour améliorer la nutrition – Collaboration et coordination multi-acteurs en nutrition (présentation) – Identification et cartographie des acteurs en nutrition	Dia Sanou, MQSUN+
15:15 - 15:30	Pause Café	
Session 5 : Suivi des progrès et mesure des résultats		
15:30 - 17:15	- Marqueur nutrition de l'OCDE (présentation) - Indicateurs d'une agriculture sensible à la nutrition tout au long de la chaîne de résultats (présentation) - Indicateurs à considérer en priorité dans les appuis budgétaires ou les projets agricoles sensibles à la nutrition dans la région du Sahel (exercice en groupe)	Nawal Chahid, MEAE Elodie Becquey, IFPRI Dia Sanou, MSQUN+I Claire Chastre, MQSUN+
17:15 - 17:30	Conclusion du jour 2	

Jour 3: Mercredi 30 janvier 2019

Horaire	Activité	Présentateur
08:30 - 09:00	Questions & Réponses	Dia Sanou, MQSUN+
Session 6 : Mes actions sur les systèmes alimentaires pour la nutrition		
09:00 - 11:45 (incluant 15 min de pause-café)	Actions concrètes pour renforcer l'intégration de la nutrition au quotidien dans l'agriculture/systèmes alimentaires et la programmation humanitaire	Claire Chastre, MQSUN+
11:30 - 11:45	Pause Café	
11:45 - 12:15	Evaluation de l'atelier et actions individuelles volontaires	Dia Sanou, MQSUN+
Session 7 : Conclusion et étapes suivantes		
12:15 - 13:00	Conclusion et étapes suivantes : remarques de clôture avec un panel de discussion sur les recommandations et le suivi des actions	Dia Sanou, MQSUN+ Claire Chastre, MQSUN+ Anna da Palma, DFID Nawal Chahid, MEAE
13:00 - 14:00	Repas	

Annexe 2: Actions recommandées pour les participants

Thème	Action recommandée
Renforcer les bases de données probantes et en faciliter l'utilisation dans la prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à diffuser et à promouvoir l'utilisation des connaissances et des publications existantes, comme les mémos stratégiques du Groupe d'experts mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition (« Global Panel »). • Continuer à recueillir des données probantes sur l'importance de la lutte contre la malnutrition pour le développement humain (par exemple, les données sur le coût de la faim au niveau des pays) et sur les approches à adopter pour y parvenir. • Compiler des informations sur les coûts des interventions et sur le potentiel d'impact sur la nutrition dans divers secteurs (par exemple, chaînes de valeur ou secteur de la santé favorables à la nutrition). • Partager les expériences et les outils efficaces pour concevoir des programmes favorables à la nutrition. • Combiner les données relatives à l'aide humanitaire et au développement (sécurité alimentaire, santé, climat, adéquation des nutriments) pour dresser un tableau plus complet des liens et établir des priorités d'action. • Promouvoir le leadership des gouvernements locaux dans les activités de recherche en vue d'une plus grande appropriation des résultats (en renforçant les capacités et le contrôle qualité au besoin).
Etablir des alliances et des partenariats stratégiques	<p>Secteur privé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travailler en interne avec les départements compétents pour mobiliser le secteur privé, y compris pour faciliter sa participation au réseau secteur privé du mouvement SUN. • Interagir avec un large éventail d'acteurs (y compris les agriculteurs) du secteur privé à tous les niveaux du système alimentaire et de la chaîne de valeur (par exemple production, transformation, conditionnement, commercialisation). • Réfléchir à la manière d'impliquer le secteur privé dans une relation gagnant-gagnant (avantages nutritionnels et profits). • Collaborer avec les entreprises désireuses d'améliorer leur image en investissant dans le capital humain. • Intégrer plus systématiquement l'approche fondée sur la « dénonciation publique » (c'est-à-dire embarrasser publiquement les entreprises dont les performances nutritionnelles sont médiocres) aux approches de changement de comportement afin que les consommateurs soient mieux informés et capables de faire valoir leurs droits. • Tirer parti des possibilités offertes par le commerce régional. <p>Visibilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribuer aux événements internationaux sur la nutrition (par exemple le sommet mondial sur la nutrition à Tokyo en 2020). • Inscrire la nutrition à l'ordre du jour d'autres événements internationaux (par exemple le sommet du G7 et les jeux olympiques). • Diffuser les messages clés au moyen de fiches d'information, par l'intermédiaire de la presse ou lors de réunions (par exemple, les ambassades peuvent transmettre ces messages aux ministres). • Élaborer des déclarations communes sur ces questions avec d'autres acteurs au niveau national. • Faciliter le plaidoyer par la société civile afin que la nutrition demeure une priorité d'investissement. • Collaborer lors des occasions qui se présentent d'accroître la demande en régimes alimentaires nutritifs. • Contribuer activement aux efforts du mouvement SUN sur ces questions.

Thème	Action recommandée
	<p>Leadership gouvernemental</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la société civile dans son rôle de tenir les des gouvernements redevables, par exemple pour le suivi des financements de nutrition. • Tirer parti des réseaux pour susciter un plus grand engagement en faveur de la nutrition, par exemple, le « Global Panel » a aidé à mettre en place les « Leaders africains pour la nutrition » (African Leaders for Nutrition - ALN) pour obtenir des engagements des chefs d'État. • Appuyer les gouvernements nationaux dans la planification à long terme et le suivi des progrès en nutrition.
Renforcer le dialogue et la coordination	<ul style="list-style-type: none"> • Cartographier les acteurs et les réseaux existants pour comprendre les rôles et les périmètres couverts, identifier les lacunes et les duplications pour informer sur les synergies possibles et identifier les mécanismes de coordination efficaces. • Tirer parti des mécanismes de coordination existants (par exemple, la plateforme multipartite de la Gambie) et veiller à ce qu'ils soutiennent des engagements opérationnels. • En l'absence d'un tel mécanisme, soutenir la création d'une plateforme de coordination. • Impliquer dans le dialogue les acteurs qui ne sont pas nécessairement présents dans le pays (ECHO, par exemple). • Intégrer les questions relatives à la nutrition et aux systèmes alimentaires dans le dialogue entre homologues, tant au niveau national qu'international (conformément à l'article 8 de l'Accord de Cotonou). • Tirer parti du mandat, du rôle et de la position de chaque agence pour renforcer la coordination, par exemple un gouvernement peut convoquer des réunions de ses ressortissants, les donateurs peuvent assurer la liaison entre donateurs. • Contribuer davantage à la coordination et renforcer la collaboration au niveau régional. • Définir des rôles et des responsabilités clairs pour faire progresser le dossier, de façon transparente et coordonnée. • Tirer parti des systèmes alimentaires favorables à la nutrition pour la coordination de l'aide humanitaire et du développement. • Surmonter les barrières entre les actions humanitaires et celles du développement, au-delà de l'approche « nexus ». • Appuyer la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du mouvement SUN • Intensifier l'implication des gouvernements dans la coordination des donateurs, par exemple en demandant au ministère du plan d'organiser un groupe bailleurs sur agriculture/nutrition pour appuyer des systèmes alimentaires favorables à la nutrition.
Mobiliser l'intérêt pour la nutrition au sein des agences participantes	<ul style="list-style-type: none"> • Restitution des participants à leurs collègues sur ce qu'ils ont appris au cours de l'atelier et l'identification des messages clés à diffuser en interne, en ciblant en priorité les équipes/directions les plus stratégiques. • Développer des fiches d'information/feuilles de route présentant les actions actuelles et les opportunités futures. • Réaliser et diffuser une cartographie des acteurs impliqués dans la nutrition et les systèmes alimentaires. • Désigner des points focaux nutrition dans les unités stratégiques qui peuvent parler des questions relatives à la nutrition dans les systèmes alimentaires. • Intégrer ces questions dans les réunions régulières de management et autres. • Offrir des formations sur les systèmes alimentaires et la nutrition et intégrer le sujet dans les formations existantes.
Améliorer le potentiel des systèmes alimentaires pour la nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier systématiquement les opportunités pour améliorer la nutrition à travers les interventions dans les systèmes alimentaires, par exemple, les approches « chaîne de valeur » peuvent fonctionner parallèlement aux systèmes de protection sociale. • Collaborer avec les gouvernements pour transformer les engagements en actions (par exemple, au Sénégal, appuyer une réforme foncière et plaider pour un Plan National d'investissement Agricole [PNIA] favorable aux petits exploitants). • Examiner des approches novatrices (par exemple la certification d'aliments nutritifs pour créer des marchés).

Thème	Action recommandée
	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les initiatives visant à modifier les comportements afin de créer une demande des consommateurs pour des régimes alimentaires sains et nutritifs. • Tenir compte du changement climatique et appuyer le développement et l'amélioration des petites infrastructures de production et de distribution d'aliments nutritifs (par exemple les chaînes du froid). • Coordonner les actions pour que les interventions adaptées atteignent les plus vulnérables. • Être réaliste lorsqu'on fixe des objectifs et des cibles, car les systèmes alimentaires pour la nutrition sont un nouveau domaine.